

Condamnés pour s'être défendus ?

Des jeunes qui font du shopping dans la même boutique, des bandes rivales, une bagarre, à peine 7 secondes, quelques coups, un jeune reste à terre. Ce ne sont pas des supporteurs de foot excités avant une rencontre ni des rappeurs bodybuildés en conflit se croisant dans le hall d'un aéroport (1). Nous sommes en 2013 et ce sont des jeunes âgés d'une vingtaine d'années qui politiquement appartiennent à des camps opposés et qui cherchent fréquemment l'affrontement. Rien de bien nouveau sur le principe, seule l'issue, tragique, un des jeunes a trouvé la mort, est devenue un fait rare dans ce genre de rixe. Ceux du camp qui s'en sont sortis indemnes, les nationalistes Esteban Morillo, Samuel Dufour et Alexandre Eyraud se retrouveront logiquement devant la Cour d'assises cinq ans plus tard afin d'établir la vérité sur ce qui s'est passé. Dès le lendemain de la bagarre pourtant, suivant un autre principe bien rôdé, les politiciens au pouvoir et les journalistes à leur service vont s'emparer de ce fait divers tragique pour en faire un instrument de combat politique et le prétexte d'une croisade contre le Mal avec minute de silence à la clé. Et ce Mal, il aura les visages des jeunes nationalistes n'ayant pas eu la « chance » de perdre un des leurs dans cette vive altercation qui en est venue aux mains. A l'époque déjà, dès le lendemain des faits, sur le cadavre encore chaud de la victime, l'antifa Clément Méric de Bellefond, sans attendre les premiers éléments d'une enquête qui promettait d'être complexe, personnalités politiques au pouvoir et classe journalistique à leurs ordres (2), avaient tout de suite pris parti pour le camp des antifas, pour le camp de ladite « extrême-gauche » donc. Selon le récit politico-médiatique dominant, les choses étaient simples : Clément, un innocent jeune homme défendant de saines valeurs, était tombé sous les coups de la plus immonde et la plus lâche barbarie, celle qui a tué des millions de juifs durant la seconde guerre mondiale. Ainsi, Esteban Morillo, l'apprenti boulanger, fils d'immigrés mais skinhead de la haine, était un ignoble assassin tandis que la victime, Clément Méric de Bellefond, étudiant à Science-Po, fils de professeurs d'université mais en réalité skinhead lui aussi, seulement d'un autre bord politique, était un archange de l'amour et de l'innocence. Pour qui connaît ces milieux de jeunes, les choses sont cependant plus compliquées, tout le monde provoque tout le monde et la violence n'a pas de camp attitré. Il faut se rappeler par exemple que lesdits « antifas » ne s'étaient pas privés à l'époque de la Manif pour tous d'agresser des femmes et des enfants. Plus récemment, à Paris, ils ont

vandalisé une librairie dont ils ont menacé physiquement le gérant (3). Ces gens aiment visiblement attaquer. Pourtant, cette belle histoire de l'innocent antifa, protecteur du Bien, fauché par la barbarie du Mal, il a fallu que les politiciens et les militants de gauche et d'extrême-gauche la fasse vivre et tenir debout pendant les années qui suivirent et ceci en dépit des éléments contradictoires et des zones plus que troubles que l'enquête révélait. Exemple parmi d'autres, les médias du pouvoir n'ont pas pu aller jusqu'à cacher le fait que, témoignages et vidéo à l'appui, ce serait plutôt Clément Méric de Bellefond et ses camarades qui auraient tendu un guet-apens au groupe d'Esteban Morillo. Mais la propagande d'État s'embarrasse peu de ces détails de l'histoire, il fallait rentabiliser le cadavre de Clément Méric de Bellefond, faire de lui un symbole et un martyr du Bien, de la démocratie, des droits de l'homme, de la tolérance, du vivre ensemble et de la générosité, enfin de tous les poncifs servis par le système capitaliste au pouvoir.

Cinq ans plus tard, l'enquête a suivi son cours et donné ses résultats. En résumé : un énorme doute semble planer sur cette affaire autour de la notion de légitime défense. La presse dominante et les activistes d'extrême-gauche, désirent pourtant mener la belle histoire à son terme, c'est-à-dire arriver à faire lourdement condamner les barbares. Ne pouvant complètement occulter ces résultats qui ne font pas obligatoirement d'Esteban Morillo un assassin ayant lynché sa victime, ils déclarent alors clairement que le plus important est de faire le procès non plus seulement d'un homme mais d'une idéologie. Les proches de Clément Méric ont parlé de « responsabilité morale collective ». Avec l'aide de la magistrature bourgeoise qui partage leurs convictions, ils ont donc fait le procès d'une idéologie, celle qui a selon eux l'exclusivité de la haine et du meurtre, comme si leur credo à eux, la démocratie marchande, l'idéologie des droits-de-l'homme, la mystique du Progrès et ses corollaires que sont le multiculturalisme et le libéralisme mondialisé étaient depuis soixante-dix ans vierges de tout crime. Et comme s'il en était de même pour cette douce et pacifique idéologie antifasciste… L'idée de l'accusation est la suivante : quels que soient les faits et les circonstances, qu'Esteban Morillo se soit défendu ou pas à trois contre un, qu'il ait frappé ou pas avec un poing américain, qu'il ait été attaqué par derrière ou pas par Clément Méric de Bellefond, que ce dernier, se remettant à peine d'une leucémie, ait eu une constitution très fragile ou pas (4), que sa tête ait heurté dans sa chute un potelet ou une bitte de trottoir ou pas, que les antifas aient traqué Esteban et sa petite amie durant les semaines précédant l'agression ou pas, enfin qu'Esteban Morillo soit aujourd'hui un jeune homme ayant rompu avec son passé et reconstruit une vie modeste et ordinaire, peu importe tout cela, pour l'accusation, peu importe au fond ce procès qui vise précisément à établir la vérité sur tous ces faits, l'affaire est déjà jugée, le skinhead de la haine Morillo est de toute manière, quels que soit les faits, un assassin, coupable d'avoir porté et donc de porter, pour l'éternité, la violence et le meurtre dans sa chair et ses gènes, tandis que Saint Clément Méric de Bellefond ayant lui opté pour une idéologie du partage et de la paix, celle qui certainement lui avait fait dire qu'Esteban et ses camarades ne méritaient pas de vivre, est la victime absolue du Mal absolu.

« Ces gens-là ne méritent pas de vivre ». Cela résonne comme une sentence de classe. Et la justice, de classe, a suivi cette idée généreuse : le Mal, Esteban, le prolo génocidaire, ne mérite pas de vivre, il a été condamné à 11 ans de prison ; Samuel, le smicard vigile, le complice de Satan, qui n'a pourtant pas touché un cheveu de la fragile victime, à 7 ans. Alexandre Eyraud qui était pourtant coupable d'avoir été sur les lieux a eu la chance d'y être arrivé en retard et a ainsi été relaxé. Cela n'a pas empêché trois pacifiques antifas de l'amour et de la tolérance de le coincer en mai 2015 en compagnie de sa petite amie et de lui asséner sur le crâne des coups de planches cloutées. Il n'en est pas mort, il s'en est tiré avec vingt jours

d'ITT mais, beaucoup plus important que son sort, somme toute négligeable, puisqu'il est un suppôt de la haine qui ne mérite pas de vivre, en se défendant face à ses agresseurs, Alexandre n'a pas tué un autre petit saint de l'antifascisme. Pas de matière donc à en faire toute une histoire d'ogres barbares mangeant d'innocents petits enfants. Rien ne doit venir ternir la jolie histoire de Clément, petit prince de l'amour tombé trop jeune sous les coups de la haine éternelle. Rien ne doit entraver l'objectif final de ces bons et doux antifas, objectif qui est inscrit dans leur slogan principal : « Pas de fachos dans nos quartiers, pas de quartier pour les fachos ». Ne pas faire de quartier, tuer jusqu'au dernier donc le moindre Esteban Morillo qui aurait le tort de marcher dans la rue, exterminer jusqu'au dernier tous les Morillo, Dufour et Eyraud de l'univers qui ont le tort d'exister. A la vue du lourd verdict qui a été prononcé, la justice bourgeoise semble être solidaire des antifas et les accompagner dans ce dessein. Par la voix de son jeune employé de l'Élysée, le pouvoir capitaliste ne cache pas non plus sa détermination à mener le même combat que les antifas : éradiquer « l'extrême-droite », le « populisme », le « nationalisme » et la « Haine » sont ses mots d'ordre, en bref, il s'agit d'éliminer les mauvais Français. Ce procès a donc été un signal fort adressé aux Français qui, en ces temps de réveil des peuples européens, voudraient cesser se soumettre au pouvoir de cette oligarchie spoliatrice : ne vous défendez-pas contre nous car nous avons à disposition des supplétifs dociles ; si vous le faites quand même, nous pouvons vous envoyer une milice antifa, même et surtout chétive comme le petit Clément ; elle vous agressera et si vous avez le tort de vous en sortir vivant, vous aurez un procès politique et c'est vous qui irez en prison. De toute manière, nous ferons tout pour ruiner votre vie et vous priver de tout avenir dans ce pays ou dans ce quartier qui n'est désormais plus le vôtre car vous êtes de la vermine à exterminer. Le mieux pour vous est de mourir dans le silence en donnant lieu à quelques lignes seulement dans la rubrique des chiens écrasés (5). Antifas, justice bourgeoise, presse aux ordres poursuivent ensemble ce but commun. Il est toujours délicat de discuter le verdict d'une affaire dont nous n'avons qu'une connaissance indirecte (6), nous pouvons donc seulement faire le constat suivant : si Esteban Morillo a été condamné à 11 ans de prison pour s'être défendu et Samuel Dufour à 7 ans pour avoir été présent, alors ce sont des peines lourdes et disproportionnées ; si, comme l'affirment l'accusation et les proches, ces prolos ont été condamnés pour avoir, tous les deux mus par une féroce et irrépressible envie de tuer, lynché en pleine rue un innocent au nom d'une idéologie nauséabonde, alors ce sont des peines très légères. Ainsi, une des explications les plus plausibles de ce verdict est qu'il fallait certainement punir ces jeunes hommes pour tout simplement n'avoir pas été, à la différence des antifas, dans le bon camp, c'est-à-dire celui du pouvoir, du pouvoir démocratique des droits-de-l'homme et de la liberté d'opinion qui défend la tolérance, le vivre ensemble mais surtout et par dessus tout certains intérêts financiers.

(1) Référence à l'affaire Booba-Kaaris dans laquelle deux bandes ennemies de rappeurs qui se provoquaient depuis longtemps se sont violemment bagarrés dans le hall de l'aéroport d'Orly. Ici, dans leurs rang pas de jeune leucémique de soixante kilo envoyé par ses pairs en première ligne, donc pas de mort à déplorer.

(2) L'extrême-gauche et les antifas ont d'ailleurs de solides relais dans cette presse aux ordre du pouvoir bourgeois. A titre d'exemple, se référer aux articles suivants : Les financiers du Monde, Pigasse et Niel, soutiens des antifas (https://www.noussommespartout.fr/les-financiers-du-monde-pigasse-et-niel-soutiens-des-antifas/decodex-la-voix-de-son-maitre/) ; Aris Papathéodorou, directeur

artistique au Monde et ferme soutien des antifas (https://www.ojim.fr/aris-papatheodorou-directeur-artistique-au-monde-et-ferme-soutien-des-antifas/)

(3) http://www.bvoltaire.fr/francois-bousquet-la-meilleure-reponse-a-apporter-aux-antifas-est-de-se-rendre-a-la-librairie/

(4) Le jeune homme faisait 1,80 m pour 66 kilos.

(5) Au procès, l'avocat général a d'ailleurs fait passer le message : « Il y a chez les accusés, amateurs de violence et de haine, une montée d'adrénaline, de fierté mal placée ». « Plutôt que de passer (leur) chemin », ils se sont précipités « au-devant de leurs adversaires.

(6) A titre d'exemple, une affaire datant de 2016 qui présente quelques similitude avec celle qui nous occupe et dans laquelle l'auteur a été condamné à 8 mois de détention.
http://www.leparisien.fr/etampes-91150/etampes-l-auteur-des-coups-mortels-ne-retourne-pas-en-prison-24-02-2016-5574491.php